

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 11 avril 2024

En mars 2024, l'inflation aurait atteint 4,4 % g.a., en légère hausse par rapport à février 2024 (+0,3 % g.m.) selon la Banque Centrale du Mexique (Banxico).

LE CHIFFRE A RETENIR

4,4 %

Taux d'inflation globale enregistré au mois de mars 2024 selon la Banque Centrale du Mexique

Si l'inflation sous-jacente s'est établie à 4,6 % (0,4 % g.m.), elle serait tirée par la hausse des prix liée à (i) l'éducation (+6,4 % g.a. en mars 2024); (ii) l'alimentaire, les boissons et le tabac (+5 % g.a. en mars 2024) et (iii) le logement (+3,8 % g.a. en mars 2024).

Quant à l'inflation non sous-jacente, recensant les biens dont les prix sont les plus volatiles, le taux d'inflation se serait établi à 4 % g.a. en mars 2024, légèrement en baisse de -0,2 % g.m. En mars 2024, la hausse générale des prix des fruits et légumes et des tarifs autorisés par le gouvernement en matière d'énergie auraient été la plus forte (+12,3 % g.a. et +3,4 % respectivement).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le 8 avril 2024, le peso mexicain aurait atteint 16,3 MXN/ USD, soit un niveau record depuis 2015, selon la Banque Centrale du Mexique (Banxico). L'appréciation du peso serait tirée par le dynamisme des exportations et des transferts de fonds (*remesas*) et des investissements étrangers. Par ailleurs, l'indice dollar (dxy), mesurant la force de la devise, aurait baissé de 0,14 % renforçant la valeur du peso mexicain.

Pour 2024, la Banque Mondiale (BM) aurait revu à la baisse ses perspectives de croissance pour le Mexique de 2,6 % en janvier dernier à 2,3 % désormais. En effet, les annonces d'investissement en lien avec le *nearshoring* ne se reflèteraient pas dans les chiffres. L'organisation internationale attendrait donc des performances du *nearshoring* plus modestes que prévues, en particulier dans le secteur manufacturier. Malgré les diverses annonces d'investissement, le Mexique présenterait des obstacles au développement des industries, en particulier sur les secteurs de l'électricité et de l'eau. S'ajoute à cela le conflit diplomatique avec l'Equateur qui ne devrait pas avoir un réel impact économique, selon la BM. Pour autant, ces tensions pourraient accroître l'incertitude quant à l'environnement opérationnel global. Selon la BM, la croissance du PIB mexicain demeurerait toutefois supérieure à la moyenne latino-américaine de 1,6 %.

Les Etats-Unis envisageraient de bloquer l'importation de véhicules électriques chinois produits au Mexique. Ces mesures viseraient à protéger le pays d'une part de la concurrence déloyale et d'autre part des risques portant atteinte à la sécurité nationale. Les Etats-Unis souhaiteraient notamment se protéger du géant chinois BYD, lequel prévoirait la construction d'une usine au Mexique à la capacité de production de 150 000 véhicules par an. Alors que les importations étatsuniennes de pièces automobiles proviendraient à 38 % du Mexique, les Etats-Unis pourraient imposer des mesures *antidumping* et antisubventions à l'encontre des véhicules chinois pour en restreindre l'importation. Pour contourner ces mesures, les entreprises chinoises pourraient importer la plupart de leurs intrants de Chine et les transformer substantiellement sur le territoire mexicain.

En mars 2024, le taux d'emploi formel aurait augmenté de 2,3 % g.a., chiffre le plus bas depuis avril 2021 selon l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS). Ce ralentissement serait dû à l'augmentation du coût de travail associée à une baisse de la productivité, ce qui freinerait les entreprises dans la création d'emplois. En outre, au T1 2024, la création d'emplois formels aurait diminué de 37,4 % g.a. Au regard des secteurs concernés par la création de poste, si les transports et la construction ont enregistré une croissance de 6,3 % g.a. et 4,5 % g.a. respectivement en mars 2024,

l'industrie extractive montrerait un affaiblissement de -1,5 % g.a. et l'agri- pêche de -1,2 % g.a.

En février 2024, les exportations mexicaines à destination des Etats-Unis auraient atteint 40 Mds USD, meilleure performance pour un mois de février, d'après le US Census Bureau. Les exportations mexicaines vers son voisin du nord auraient augmenté de 13 % g.a. (et 6 % g.m.) en février 2024, affirmant de fait la place du Mexique comme premier fournisseur de biens du marché étatsunien. A titre de comparaison, les exportations canadiennes et chinoises vers les Etats-Unis se seraient établies à 33 Mds USD et 32 Mds USD respectivement. Au sujet des importations, le Mexique aurait acheté pour 27 Mds USD au Etats-Unis en février 2024, ce qui représenterait une hausse de 7,4 % g.a. (et 1 % g.m.). Il se positionnerait ainsi en seconde position derrière le Canada qui aurait importé pour 28,5 Mds USD auprès des Etats-Unis. Au total, les échanges entre le Mexique et les Etats-Unis compteraient pour 16 % du commerce étatsunien, contre 15 % pour le Canada, 11 % pour la Chine et 4,5 % pour l'Allemagne.

Finances publiques

Les dépenses publiques en matière de santé auraient augmenté de 7 % entre le premier bimestre de 2024 et celui de la dernière année du gouvernement d'Enrique Peña Nieto (2018). Cette augmentation resterait cependant insuffisante dans un contexte où le sexennat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) englobe d'une part la pandémie mondiale mais aussi la promesse du Président d'un système de santé universel. A titre de comparaison, les dépenses de protection sociale sur la même période auraient augmenté de 111 %. Une autre promesse du gouvernement actuel était d'augmenter les dépenses de santé d'au moins 1 % du PIB pour servir la population ne disposant pas de sécurité sociale. Toutefois, l'augmentation aurait été inférieure à 0,4 % du PIB entre 2018 et 2023 et concentrée à 70 % sur la population bénéficiant déjà de la sécurité sociale. De façon générale, seuls 5,5 % du PIB auraient été consacrés à la santé en 2022, contre 9,2 % pour la moyenne OCDE.

A l'approche des élections, les dépenses du Ministère du bien-être auraient augmenté de 198 % g.a. sur le premier bimestre de l'année 2024 (contre une baisse de -5,6 % g.a. sur janvier-février 2023) selon le Ministère des Finances (SHCP). Cette augmentation serait le reflet des avances de paiement du gouvernement envers les bénéficiaires de programmes sociaux à l'instar de la pension pour le bien-être destinée aux personnes âgées. En effet, le gouvernement ne pourra honorer ses versements avant juillet. Il les aurait donc avancés, creusant ainsi ses dépenses sur le premier bimestre de l'année. Malgré cette augmentation, les dépenses du Ministère auraient été inférieures de 9 % au montant initialement prévu pour la période.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 11/04/2024
Bourse (IPC)	-1,51%	+6,14%	56 636,54 points
Change MXN/USD	-0,90%	-9,85%	16,44
Change MXN/EUR	-1,78%	-11,21%	17,66
Prix du baril mexicain	1,78%	+16,11%	79,54

Amérique centrale

Costa Rica

Selon l'Institut National des statistiques et du recensement, la balance commerciale du pays aurait été déficitaire de 7 Mds USD en 2023, un montant en augmentation de 5 % g.a. La valeur des exportations aurait compté pour 19 M USD pendant que les importations auraient atteint 26 M USD. Les principaux postes d'exportations auraient été « les autres instruments et appareils à usage médical » (12 % des exportations) et les « seringues, aiguilles et autres » (11 %). Les « ananas et fruits tropicaux » constitueraient désormais le quatrième poste d'exportations (6 % du total). Au niveau des importations, celles-ci seraient plus diversifiées mais néanmoins dominées par l'essence (9 %) et le gazole (7 %).

El Salvador

Ce lundi 8 avril, Nayib Bukele aurait proposé une offre de rachat de la dette souveraine arrivant à échéance entre 2025 et 2029, pour un montant d'environ 1,75 Md de dollars, et ce jusqu'au 15 avril. Comme en 2022, le Président aurait invité chaque détenteur à soumettre des offres d'échanges d'obligations contre des liquidités. Pour les offres acceptées, le pays paierait « les intérêts courus et toute prime liée à ces obligations ». Le montant des obligations arrivant à échéance en 2025 serait d'environ 348 M de dollars, 800 M pour celles arrivant à échéance en 2027 et 601 M pour 2029. Selon la Banque centrale, la dette publique s'élèverait à 34 Mds de dollars, soit 82 % du PIB salvadorien.

Le président de la République entend promouvoir l'immigration qualifiée au Salvador. Nayib Bukele a annoncé sur les réseaux sociaux une initiative visant à accorder gratuitement 5 000 passeports à des professionnels étrangers « hautement qualifiés » qui souhaiteraient s'installer dans le pays. Il a également assuré que ces professionnels qui choisiraient de résider au Salvador bénéficieraient d'avantages importants, tels que l'exonération fiscale pour leur déménagement et l'acquisition du statut de citoyen. Il se serait également engagé à faciliter leur installation en garantissant des exonérations totales de taxes et de droits de douane pour leurs familles ainsi que leurs biens entrant dans le pays.

Selon la Banque centrale, les exportations auraient diminué de 8,7 % g. a. en 2023. Le pays aurait exporté pour 6,5 M USD, contre 7 M USD l'année précédente. La Banque Centrale attribue majoritairement cette baisse à une diminution de la demande étatsunienne de produits et en particulier de textiles (principal acheteur de biens et services salvadoriens).

Les exportations vers la Chine auraient augmenté de 2 587 % g.a. au cours des deux premiers mois de l'année 2024. En janvier et février, la Chine aurait acheté pour 25,3 M USD de sucre au Salvador contre 943 000 USD en 2023 durant la même période selon la Banque Centrale. Pour autant, le sucre, produit le plus exporté par le pays, aurait d'abord été à destination des Etats Unis (49 %), la Chine arrivant en seconde position (33 %) lors de ces deux premiers mois.

El Salvador conserverait les primes de risques les plus élevées d'Amérique centrale selon l'Indice Obligataire des Marchés Emergents (EMBI) de JP Morgan. Bien qu'il ait perdu 11 points en un an, l'indice du Salvador est actuellement trois fois plus élevé que celui du Costa Rica, deux fois plus élevé que celui du Honduras et plus de trois fois plus élevé que celui du Guatemala.

Guatemala

Le Président Arévalo annonce que le contrat dans la Laguna Del Tigre avec la compagnie pétrolière Perenco ne serait pas renouvelé. Premier producteur de pétrole du Guatemala installé depuis 2001, la filiale franco-britannique serait en pourparlers avec les autorités dans le cadre du projet de réforme de la loi sur les hydrocarbures. Cette loi permettrait une nouvelle extension de son contrat, ainsi que des autres pétroliers du pays. Actuellement la compagnie produirait 4 700 barils de pétrole par jour soit 80 % de la production du pays, et assurerait également la concession de l'unique raffinerie et de l'unique oléoduc du pays.

En 2023, les exportations de vêtements et de textiles auraient chuté de 18 % g.a., s'élevant ainsi à 1,8 Md USD. Cette baisse s'expliquerait notamment par une diminution des importations américaines de vêtements et de textiles (- 19 % g.a. en 2023). Par ailleurs, le secteur sortait de deux années record en matière d'exportations :

en 2021, elles se seraient élevées à 1,9 Md USD (+ 33,5 % g. a.) et en 2022, elles auraient atteint le record de 2,2 Mds USD (+ 16,8 % g.a.) selon la Banque Centrale.

Honduras

Selon l'Université nationale autonome du Honduras (UNAH), la consommation intérieure représenterait 80 % du PIB. Sur ce total, 30 % seraient attribuables à la réception de *remesas* (transferts de fonds). Or, le Programme Monétaire prévoirait un ralentissement de leur croissance, entre 3 et 4 % pour l'année 2024 contre 7 à 8 % en 2023, rendant les perspectives de croissance plus faibles.

Le Honduras et la Chine prévoiraient de finaliser leur accord de libre-échange en juin 2024, suite à l'établissement de leurs relations diplomatiques en mars 2023. Ces pays discuteraient actuellement de l'échange des marchandises et des années d'allègement fiscal envisagées, selon le ministre hondurien du développement économique. Le Honduras espèrerait exporter principalement des crevettes, des bananes, des melons, des cigares ou encore des produits issus de l'élevage tels que de la viande de bœuf.

Nicaragua

Les exportations en provenance des zones franches auraient diminué de 9 % g.a. au cours de l'année 2023 selon la Banque Centrale du Nicaragua. Cette baisse s'expliquerait principalement par une diminution des exportations de produits textiles (-15 % g.a.) et de la pêche (-30 % g.a.). Par ailleurs, les exportations en provenance des zones franches représenteraient près de la moitié des exportations du pays.

En 2023, le Nicaragua aurait été le pays d'Amérique Latine déforestant le plus vite notamment pour cause de l'élevage extensif du bétail. Le Nicaragua aurait perdu 4 % du total de ses forêts tropicales en moins d'une année, soit entre 160 000 et 170 000 hectares selon un rapport de Global Forest Watch. Les niveaux les plus élevés de déforestation se seraient produits dans les réserves de Bosawas, Indio Maíz et Wawashang, qui sont les principaux bastions forestiers du pays.

Panama

Selon l'Indice latinoaméricain de la transparence législative, l'Assemblée nationale panaméenne ferait partie des plus opaques de la région. Obtenant le score de 39 %, elle occuperait la 10^{ème} position sur les 14 pays latino-américains évalués. Ses manquements en matière de transparence financière seraient dénoncés, symbole d'une gestion budgétaire et administrative déficiente. Cet indice vient ternir l'image d'une institution déjà marquée par d'autres défaillances soulignées par le Ministère de l'Economie. A ce titre, la Commission du budget aurait utilisé 100,5 M USD entre 2019 et 2023 pour le paiement des salaires des fonctionnaires de l'Assemblée alors que le budget était initialement destiné au remboursement de la dette.

Caraïbes

Bahamas

Selon l'Institut des Statistiques Nationales des Bahamas, la croissance économique aurait été de 2,6% en 2023, le pays retrouvant un taux similaire à la période prépandémie. Son activité économique aurait été soutenue par le développement du secteur touristique avec un nombre de touristes en hausse de 24 % g.a. en 2023 et des dynamiques positives entourant le secteur de la construction (+22 % g.a. en 2023) et les transports (+16 % g.a. en 2023).

Barbade

Le gouvernement des Etats-Unis a annoncé le lancement d'un système pilote de gestion des dossiers judiciaires en collaboration avec le gouvernement de la Barbade pour moderniser l'administration judiciaire du pays et améliorer la sécurité régionale. Cette initiative permettrait d'instaurer le passage à un système électronique de gestion des dossiers afin de faciliter l'échange des données, l'automatisation et accélérer la digitalisation du système judiciaire.

Cuba

Selon l'Institut National de Statistiques de Cuba (ONEI), 1,3 Md USD (plus de 1/3 des investissements totaux) auraient été consacrés au secteur touristique en 2023. Alors que Cuba traverse aujourd'hui une crise économique sévère et une situation de pénuries aggravée, le pays souffre aussi d'un déficit d'investissements publics chronique. L'investissement public à Cuba se caractérise par sa faiblesse et sa polarisation sectorielle en faveur du secteur du tourisme. D'autres secteurs prioritaires, tels que l'agriculture ou la santé sont désormais en crise structurelle, en raison d'investissements trop inégaux et drastiquement réduits. Ce chiffre contraste avec les montants qui seraient destinés à l'agriculture (125 M), à la santé (74 M USD) et à l'éducation (56 M USD). Si l'afflux de touristes à Cuba n'arrive pas à atteindre les chiffres prépandémiques, les autorités cubaines continueraient d'investir massivement dans le secteur, avec un objectif annoncé de 95 000 chambres à l'horizon 2030. Fin 2022, le parc hôtelier de l'île comptait près de 80 000 chambres, toutes catégories confondues. En 2023, les hôtels enregistraient un taux d'occupation moyen de 25 %, soit 10 points de plus que 2022 (15,6 %), mais largement inférieur aux chiffres des autres pays de la zone.

Iles-Turques-et-Caïques

Le gouvernement de l'archipel investirait 15 M USD dans le déploiement d'un système électronique visant à protéger ses frontières. Ce processus de numérisation viserait à mieux mesurer et encadrer les entrées sur le territoire via l'instauration de données biométriques d'identification notamment. Le premier ministre aurait aussi annoncé le déploiement de la vidéosurveillance sur certains sites spécifiques afin de protéger le pays et favoriser l'arrivée de touristes.

Jamaïque

Le salaire minimum augmenterait de 15 % à partir du 1er juin 2024, passant ainsi de 84,2 USD à 97,2 USD par semaine de 40 heures travaillées. Le Premier ministre, Andrew Holness avait déjà augmenté celui-ci de 44 % en juin 2023 alors qu'il était de 58,2 USD avant cette mesure.

République Dominicaine

En 2023, le système financier dominicain aurait fait preuve d'une gestion adéquate des risques liés aux fluctuations du taux de change selon la Surintendance des Banques. En décembre 2023, le portefeuille de crédit aurait compté 7 Mds USD de devises étrangères, soit une croissance réelle de 8 % g.a. Toutefois, la proportion de devises étrangères dans le portefeuille de crédits aurait baissé de 0,7 %. Ceci s'expliquerait par la tendance à la hausse du taux de change, particulièrement au cours du T4 2023 (+ 4,5 %).

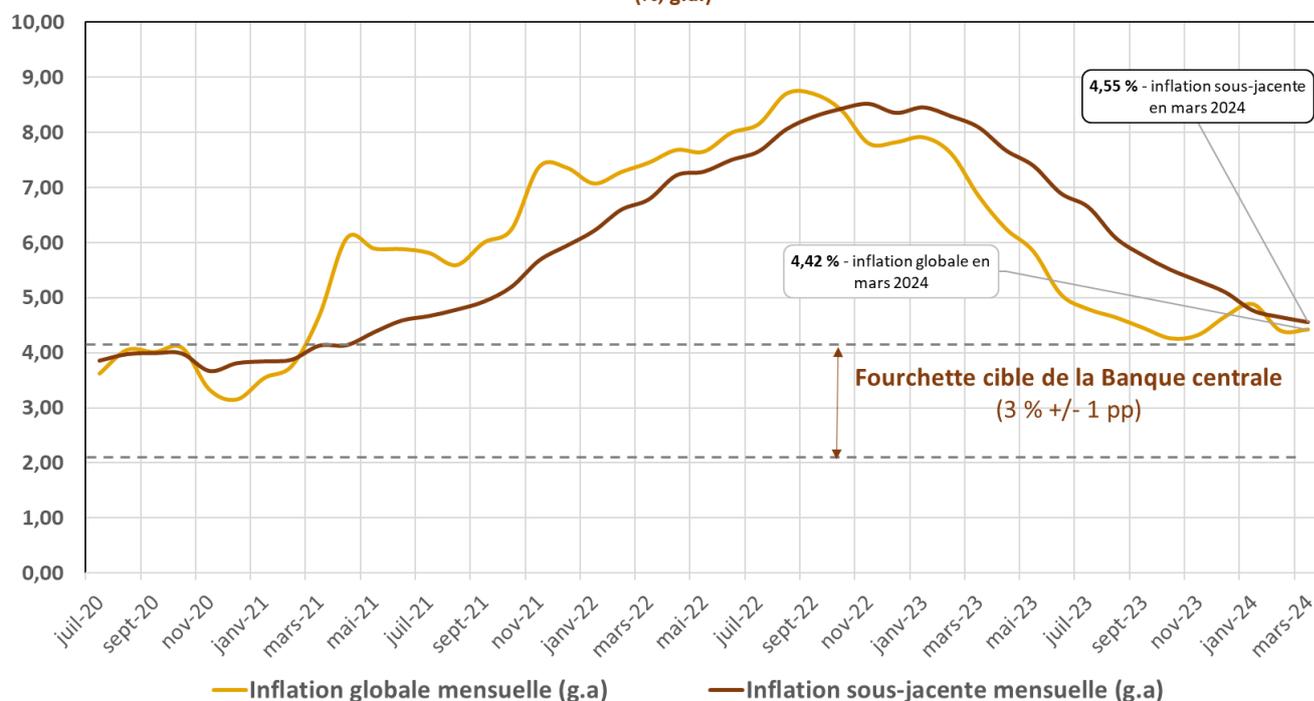
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,2 %	2,7 %	54,7 %	3,8 %	11%
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	5,75 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5,00 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

– Annexe Graphique Mexique –

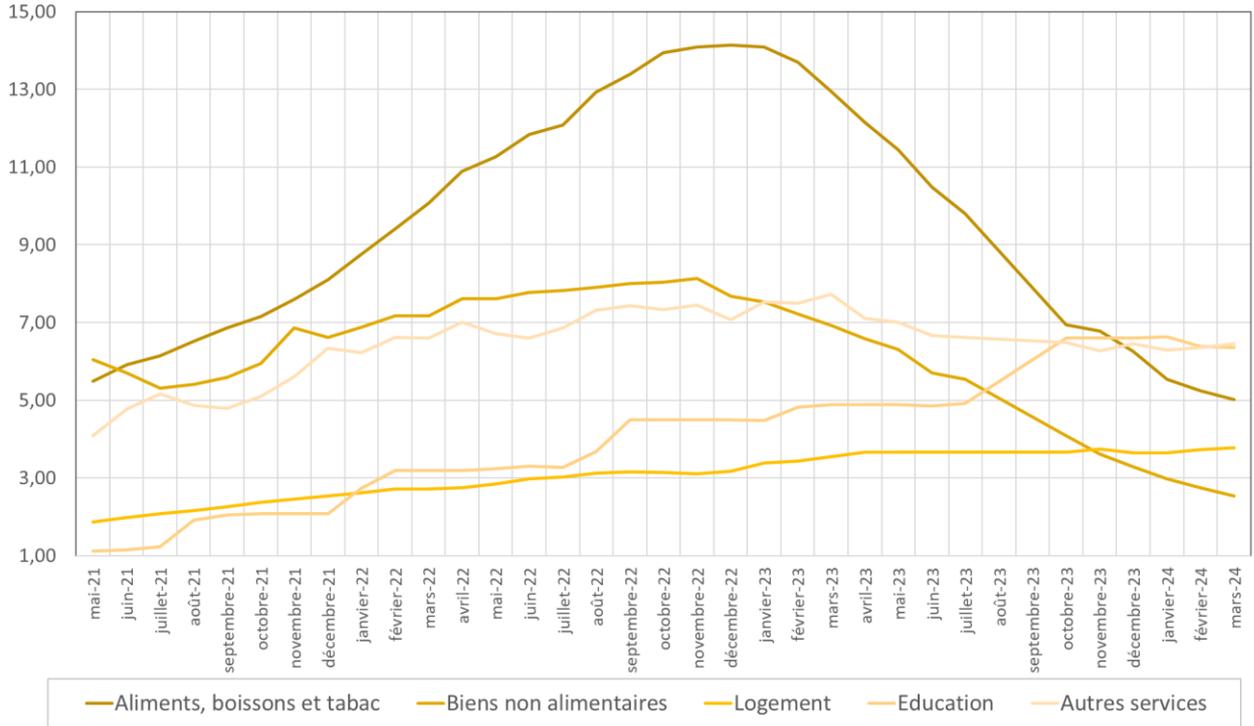
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



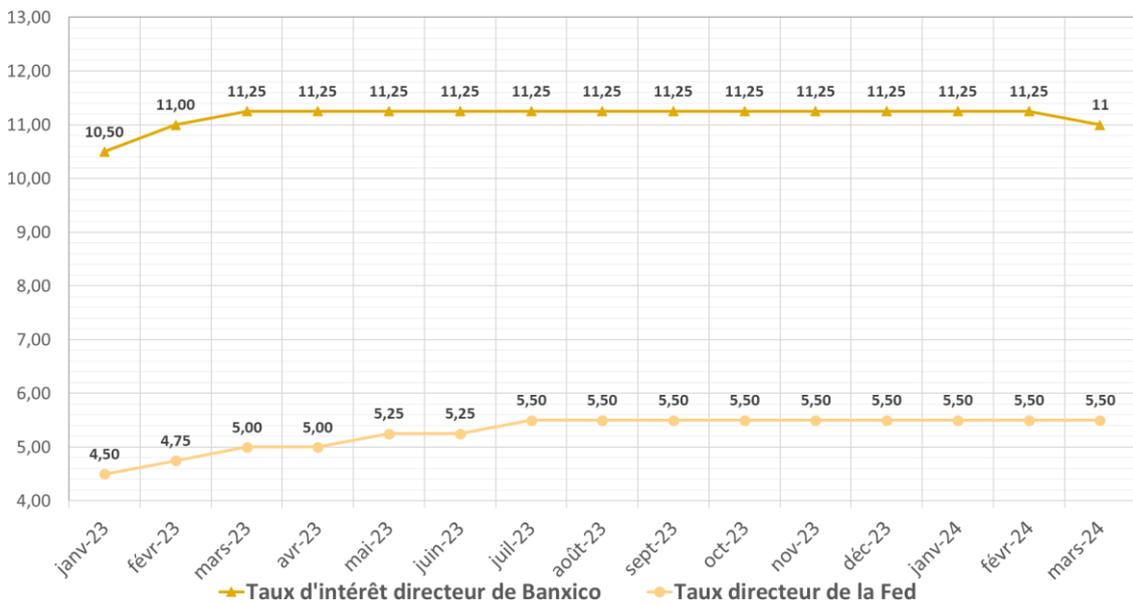
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

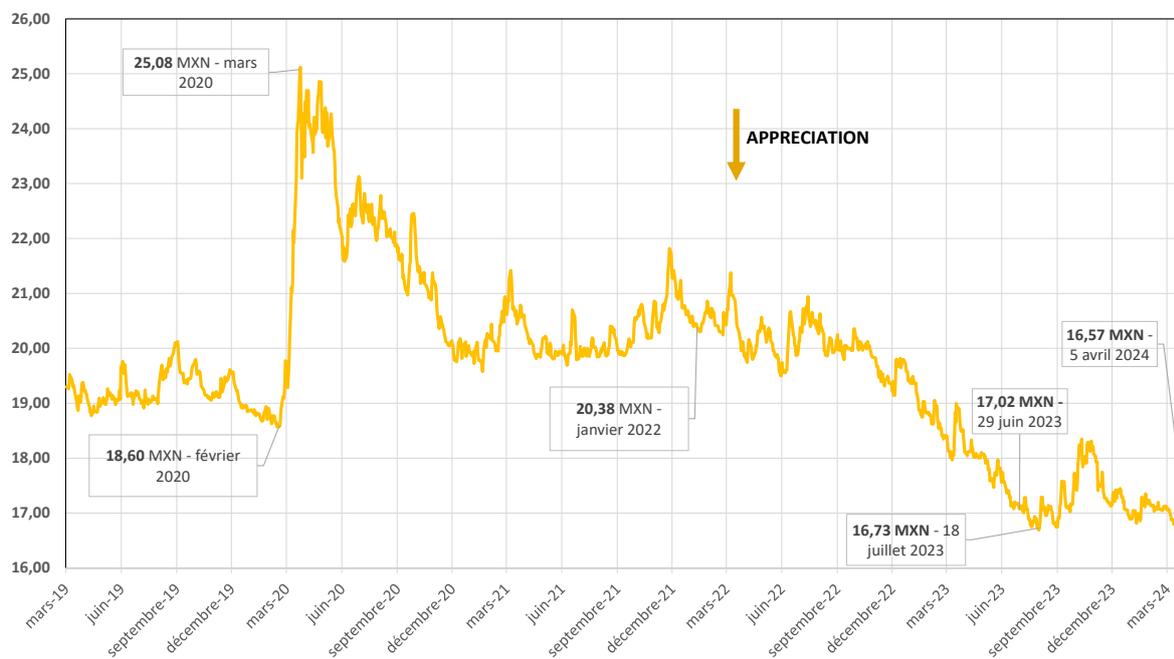


date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

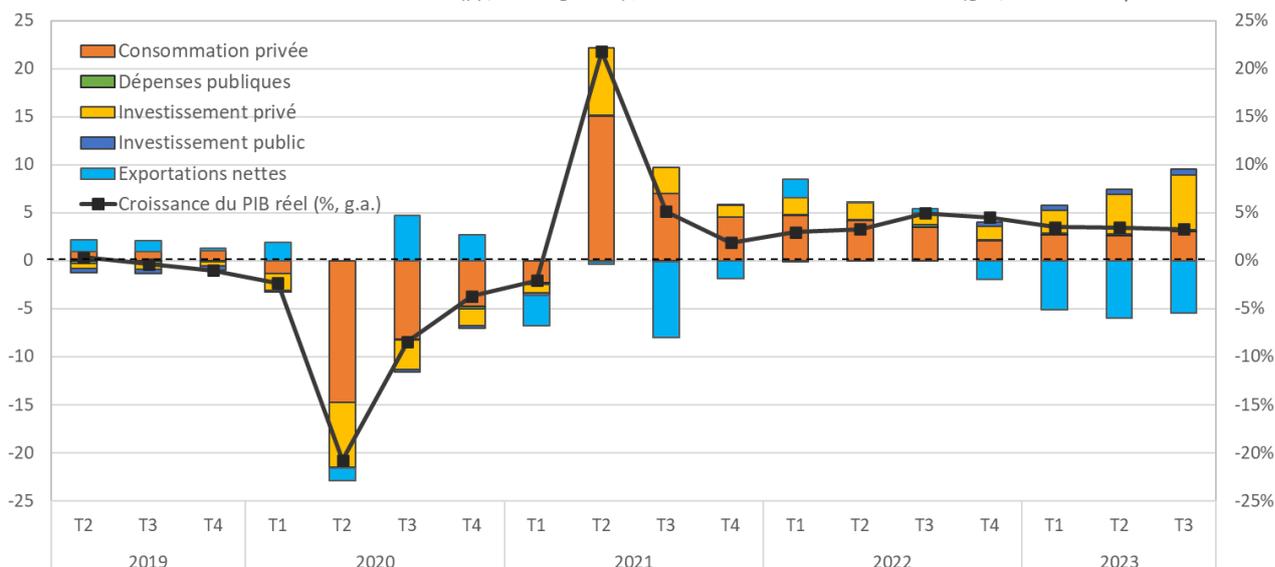
(MXN/USD)



Source: Banque centrale du Mexique

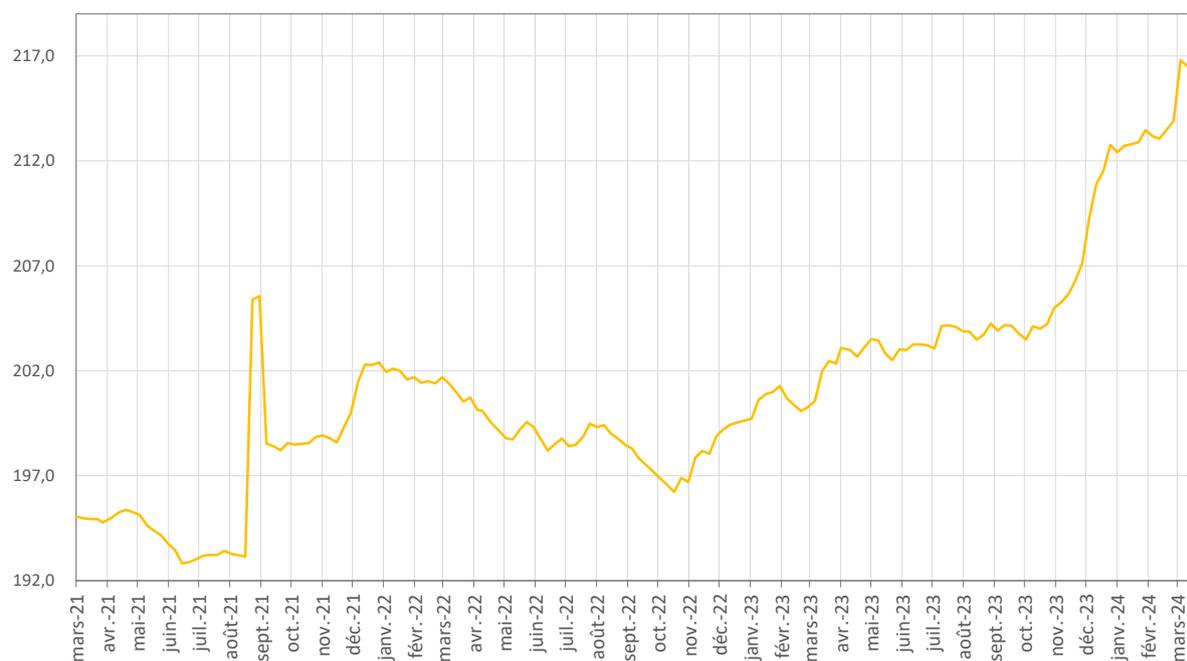
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr